Distr.
GENERALE

E/CN.4/1993/SR.23/Add.1
10 juin 1993

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Quarante-neuvième session

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 23ème SEANCE (DEUXIEME PARTIE) *

tenue au Palais des Nations, à Genève,
le mardi 16 février 1993, à 15 heures

Président : M. ENNACEUR (Tunisie)
puis : M. GARRETON (Chili)

SOMMAIRE

Droits des personnes appartenant à des minorités nationales, ethniques,
religieuses et linguistiques (suite)

Conférence mondiale sur les droits de l'homme (suite)

Application de la Déclaration sur l'élimination de toutes les formes
d'intolérance et de discrimination fondées sur la religion ou la conviction
(suite)

* Le compte rendu analytique de la première partie de la séance est
publié sous la cote E/CN.4/1993/SR.23.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans une des langues de travail.
Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur
un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, une semaine au
plus tard à compter de la date du présent document, à la Section d'édition des
documents officiels, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications éventuelles aux comptes rendus des séances publiques
de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique, qui sera
publié peu après la clôture de la session.

GE.93-13996 (F)

DROITS DES PERSONNES APPARTENANT A DES MINORITES NATIONALES, ETHNIQUES, RELIGIEUSES ET LINGUISTIQUES (point 20 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1993/85; E/CN.4/1993/NGO/21)

CONFERENCE MONDIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME (point 25 de l'ordre du jour) (suite)

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR L'ELIMINATION DE TOUTES LES FORMES D'INTOLERANCE ET DE DISCRIMINATION FONDEES SUR LA RELIGION OU LA CONVICTION (point 22 de l'ordre du jour) (suite) (E/CN.4/1993/62 et Corr.1 et Add.1, 63 et 86; E/CN.4/1992/52)

1. M. VIGNY (Observateur de la Suisse), s'exprimant au titre du point 20 de l'ordre du jour, souligne le lien étroit qui unit le respect des droits des minorités et la paix. Le mépris des droits des minorités accroît les tensions et porte en lui les germes de conflits internes ou internationaux, comme l'illustrent malheureusement certaines régions d'Europe et en particulier les Balkans. Ce n'est pas par une assimilation forcée des minorités que les conflits pourront être résolus, mais plutôt par leur intégration et par la reconnaissance de leur identité collective et de leur dignité. L'orateur souligne le rôle essentiel joué par les organisations non gouvernementales (ONG) dans la promotion de la tolérance et de la diversité culturelle, ainsi que dans la recherche de solutions aux problèmes des minorités.

2. La Suisse reconnaît que les droits des personnes appartenant à des minorités, y compris les populations autochtones, devraient être considérés comme des droits de l'homme universellement reconnus, et qu'ils ne sauraient être garantis que dans le cadre de démocraties régies par le droit et par le respect de tous les droits de l'homme, sans aucune forme de discrimination. L'expérience a néanmoins montré qu'il ne suffisait pas d'interdire la discrimination à l'encontre des minorités et de garantir des droits individuels; ces mesures devaient être complétées par des mesures positives en faveur des membres des minorités et par des droits spéciaux que les membres des minorités puissent exercer tant individuellement que collectivement.

3. Récemment, l'adoption par l'Assemblée générale de la Déclaration relative aux droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques a constitué une étape importante vers la reconnaissance des droits des minorités, malgré le contenu normatif relativement faible de cet instrument par rapport aux critères que l'orateur a énoncés précédemment. L'application des principes contenus dans la Déclaration revêt un caractère particulièrement urgent, car cet instrument international non contraignant est avant tout une énumération de règles internationalement reconnues. Le succès de cette entreprise ne dispense cependant pas la communauté internationale en général et l'Organisation des Nations Unies en particulier de faire en sorte que la Déclaration ne reste pas lettre morte. C'est pourquoi la délégation suisse soutient fermement les propositions relatives à un suivi de cette question par la Commission, formulées dans le projet de résolution. Les mécanismes actuels de contrôle de l'application des traités et les procédures institutionnelles de la Commission doivent accorder une attention particulière à la protection des minorités et plus particulièrement à l'information, à la prévention des violations,

au règlement des différends et aux missions de bons offices. Le Service des services consultatifs, de l'assistance technique et de l'information pourrait jouer un rôle particulièrement important dans ce domaine.

4. Il est désormais admis que les tensions qui découlent des problèmes liés aux minorités ethniques, religieuses ou linguistiques sont à l'origine des conflits qui provoquent les désastres humains auxquels nous assistons aujourd'hui. Ces tragédies des temps modernes illustrent de façon suffisamment claire le danger qui résulte de l'inobservation par les gouvernements des droits fondamentaux des minorités et de la passivité relative des organisations multilatérales. Enfin, la Commission doit se donner les moyens d'intensifier son action en faveur de la protection des minorités, en prenant des mesures concrètes et résolues. L'auteur salue l'examen de cette question réalisé sous la direction du Rapporteur spécial, M. Eide, dans le cadre du mandat qui lui a été confié par la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités.

5. U TIN KYAW HLAING (Observateur du Myanmar), retraçant brièvement l'histoire du Myanmar, déclare que les principaux groupes raciaux autochtones, qui sont originaires d'Asie centrale et de haute Asie, cohabitent depuis des siècles à l'intérieur des frontières du Myanmar, qui sont des frontières physiques clairement définies.

6. Les trois principaux groupes de population, à savoir les Tibéto-Birmans, les Mons Khmers et les Cino-Thaïs sont entrés au Myanmar par vagues successives, et se sont installés dans ce qui constitue l'Union du Myanmar. La première Pyidaungsu (union) a été créée à la veille du IXe siècle. Elle a été suivie par des unions successives et les rois qui les dirigeaient ont réuni les principautés éparses au sein d'un même royaume. Cependant, sous l'effet conjugué d'un relâchement de l'unité et de la pénétration étrangère - d'abord portugaise, puis néerlandaise, italienne, britannique et française - le pouvoir des Pyidaungsu s'est affaibli, jusqu'à ce que les incursions britanniques provoquent la chute de la troisième Pyidaungsu et l'annexion du Myanmar à l'Empire britannique.

7. Le régime colonial a provoqué un bouleversement de la situation du Myanmar : au XIXe siècle, la monarchie a été anéantie et les institutions affaiblies par trois guerres entre le Myanmar et les Britanniques. Le colonialisme a introduit dans le pays des éléments qui ont mis fin à l'interaction entre les différents groupes autochtones; ainsi, la politique coloniale consistant à diviser pour régner a semé la mésentente.

8. Durant la période coloniale, la région des collines proche de la frontière a été administrée séparément du reste du Myanmar, ce qui a empêché l'instauration d'un mode contemporain de relations entre les divers groupes autochtones du Myanmar. La politique consistant à accorder des faveurs à certains peuples autochtones a inévitablement provoqué des rivalités issues d'allégeances contradictoires.

9. Sous l'impulsion du général Aung Song, l'unité nationale a été réalisée lors de la Conférence de Panglong, en 1947. L'Accord de Panglong a été l'expression de la volonté de tous les groupes raciaux du Myanmar de rester unis. La portée de cet accord est apparue de façon manifeste lorsque,

le 4 janvier 1948, c'est-à-dire moins d'un an plus tard, le Myanmar a retrouvé son indépendance.

10. Le Gouvernement du Myanmar mène une politique visant à renforcer l'unité et la solidarité nationales. Il a créé trois commissions de haut niveau dont le rôle est d'accélérer l'application de mesures pour le développement des zones frontalières et des groupes raciaux du pays; un ministère séparé a été créé à cette fin. L'idée maîtresse de ce programme consiste à mettre en place une infrastructure destinée au développement économique et social dans divers secteurs (travaux publics, énergie, agriculture, exploitation forestière, industrie minière), à un coût total de 100 millions de kyats.

11. La délégation du Myanmar rejette fermement toutes les allégations faisant état de discrimination envers des groupes de personnes ou des groupes raciaux nationaux fondée sur la religion, la langue ou la race. Ces allégations ont été fabriquées de toutes pièces par ceux qui cherchent à s'ingérer dans les affaires intérieures du Myanmar pour diviser le pays et déstabiliser la nation.

12. M. Garretón (Chili) prend la présidence.

13. M. NGUYEN VAN SON (Observateur du Viet Nam) déclare que le Viet Nam est, à l'image de nombreux pays, peuplé de nombreux groupes ethniques qui vivent ensemble depuis des siècles sans discrimination et qui ont tous participé à la défense et à l'édification de leur pays. Tous les citoyens vietnamiens sont égaux devant la loi et l'article 70 de la Constitution nationale reconnaît à tous les citoyens le droit à la liberté de conviction et le droit de pratiquer une religion ou de n'en pratiquer aucune. Toutes les religions sont égales devant la loi et tous les lieux de culte jouissent d'une protection légale. La liberté religieuse est également garantie par la législation nationale. En vertu de l'article 124 du Code pénal de 1985, toute personne ayant violé la liberté de religion est passible d'une peine de prison pouvant aller jusqu'à un an.

14. La politique du renouveau (Doi Moi) porte actuellement ses fruits sur les plans politique, économique et moral. En raison de la stabilité politique, des progrès économiques considérables et de la démocratisation rapide, la population soutient fermement le gouvernement.

15. Se référant au rapport établi par M. d'Almeida Ribeiro (E/CN.4/1993/62), l'orateur déclare que le 8 septembre 1992, le Viet Nam a communiqué des réponses concernant six des cas mentionnés. Il avait par ailleurs répondu au sujet de deux autres cas en 1990. Les autorités vietnamiennes poursuivront les enquêtes concernant les autres cas et soumettront les réponses en temps utile. Si des personnes sont arrêtées et placées en détention, ce n'est pas pour des raisons liées à la religion, mais parce qu'elles ont enfreint la loi et menacé la sécurité nationale.

16. L'histoire religieuse au Viet Nam a été longtemps liée à la politique. La religion a été utilisée par des éléments étrangers pour s'opposer à l'indépendance du Viet Nam et le Gouvernement vietnamien s'est efforcé d'établir une distinction entre les croyances religieuses véritables

et l'utilisation de la religion en tant que prétexte pour porter atteinte à la sécurité nationale et à la loi vietnamienne. L'Assemblée nationale du Viet Nam contrôle en permanence les activités du gouvernement dans ce domaine.

17. Concernant les récentes allégations du représentant de l'organisation Pax Romana, l'orateur déclare que ces allégations sont fausses et qu'elles sont destinées à jeter le discrédit sur une idéologie, pour des motifs à la fois politiques et personnels. La Commission ne doit pas être utilisée à de telles fins et la délégation vietnamienne s'abstiendra de répondre.

18. M. CUSTODIO (Service, paix et justice en Amérique latine), s'exprimant au titre du point 20 de l'ordre du jour, déclare qu'il souhaite évoquer la situation des minorités au Myanmar, au Timor oriental, en Argentine, au Guatemala et au Honduras.

19. Depuis 1975, les habitants du Timor oriental doivent aller à l'église catholique pour trouver un havre dans lequel ils puissent pratiquer leur religion et échapper à leurs dirigeants militaires. D'éminents hommes d'Eglises ont fréquemment pris leur défense et l'évêque Belo a, à maintes reprises, demandé que soit organisé un référendum pour déterminer l'avenir du Timor oriental. L'église, dont les évêques et les prêtres font l'objet de manoeuvres d'intimidation et d'interrogatoires, constitue le seul refuge contre l'armée.

20. Les droits politiques et sociaux des nombreuses minorités ethniques du Myanmar continuent d'être bafoués et des centaines de milliers de personnes ont été conscrites. Beaucoup sont mortes à la suite de mauvais traitements, de passages à tabac ou d'exécutions extrajudiciaires, et les viols collectifs par des soldats sont monnaie courante. De ce fait, de nombreux membres des minorités ethniques vivent actuellement dans les jungles proches des frontières du Myanmar.

21. L'organisation représentée par l'orateur a appuyé résolument l'octroi du prix Nobel à Rigoberta Menchu, qui symbolise l'hommage rendu à l'oeuvre de cette dernière et la dette de la communauté internationale envers les Amérindiens. L'Année internationale des populations autochtones doit être l'occasion de rendre justice à toutes les populations autochtones. Cela demande plus que la simple commémoration d'un holocauste qui se poursuit encore aujourd'hui, 500 ans après la prétendue "découverte" de l'Amérique latine.

22. En Argentine, l'Etat vend les terres sur lesquelles 350 familles tobas vivent depuis des siècles; il prétend que ces familles ne disposent d'aucun titre légal de propriété. Ailleurs, dans les communautés des Matacos, le gouvernement de la province a refusé aux autochtones le droit d'utiliser le bois pour se chauffer ou pour fabriquer du charbon. Au Brésil, où les Indiens ont vécu en équilibre parfait avec la nature jusqu'à l'arrivée de l'homme blanc, les paysans aborigènes sont sans cesse dépossédés de leurs terres et ceux qui osent défendre leurs terres perdent parfois la vie. Les Indiens du Guatemala sont victimes d'une répression politique déguisée en contre-insurrection; ils sont contraints d'habiter dans des "villages stratégiques" ou dans des camps de réfugiés dans le sud du Mexique d'où le gouvernement refuse de les rapatrier. Au Honduras, les Indiens ont été

privés de leur culture, de leur langue et de leurs terres sous un prétexte entièrement légal, à savoir la loi dite de modernisation du secteur agricole. Cette loi a mis fin à la protection dont ils jouissaient en vertu de la Réforme agraire.

23. Enfin, l'orateur invite la Commission à renouveler le mandat du Rapporteur spécial et à l'étendre à l'ensemble des situations relatives à des minorités, au titre du point 20 de l'ordre du jour.

24. M. MAS CANOSA (International Immigrants Foundation) déclare que l'un des objectifs fondamentaux de l'Organisation des Nations Unies consiste à promouvoir et à préserver les droits de l'homme et les libertés fondamentales de tous les individus, sans distinction de race, de sexe, de langue ou de religion. A cette fin, l'Organisation des Nations Unies a adopté un ensemble d'instruments, dont le plus récent est la Convention relative aux droits de l'enfant. Ces instruments ont favorisé une prise de conscience internationale des problèmes et représentent un pas en avant, même s'ils sont loin de répondre aux attentes, notamment à celles des victimes de violations des droits de l'homme. Cette réalité incontestable doit inciter à davantage d'objectivité et de réalisme en ce qui concerne les moyens de faire en sorte que ce louable effort ne reste pas lettre morte, ce qui pourrait amener les victimes à penser que l'Organisation des Nations Unies perd son temps à multiplier les discours et les documents sans jamais arriver à un résultat tangible. Si les victimes en arrivent à cette conclusion, leur méfiance augmentera et la violence leur apparaîtra de plus en plus comme la seule issue.

25. Il convient d'appliquer une nouvelle stratégie privilégiant la mise en oeuvre effective des instruments existants et non l'adoption de nouveaux textes. La mise en oeuvre effective des instruments existants ouvrira la voie à l'adoption de règles plus précises et plus efficaces. Pour parvenir à cette fin, l'Organisation des Nations Unies doit être renforcée et son mandat élargi pour lui permettre de remplacer les sanctions d'ordre éthique ou moral par des sanctions modérées, mais obligatoires. Grâce à la fin de la guerre froide et au ralentissement de la course aux armements, la situation mondiale offre à l'Organisation des Nations Unies une occasion sans précédent de jouer le rôle pour lequel elle a été conçue.

26. Bien que la Convention internationale sur l'élimination et la répression du crime d'apartheid ait été adoptée il y a 20 ans, la ségrégation raciale existe toujours; néanmoins, si les Nations Unies n'avaient pas décrété l'embargo sur le commerce et sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud, les progrès réalisés dans l'éradication de ce mal n'auraient pas été possibles. La Commission a à sa disposition une grande diversité d'instruments susceptibles de contribuer à résoudre ne serait-ce que les violations les plus graves des droits de l'homme. L'image de l'Organisation des Nations Unies souffre dès lors que la Commission reste sans réaction devant des violations graves et persistantes des libertés fondamentales et en particulier lorsque ces violations sont source de mort, de violence et de discrimination.

27. Il faut tenir compte d'un élément majeur dans la promotion et la protection des droits individuels, en particulier en ce qui concerne les droits des minorités nationales, ethniques, religieuses et linguistiques :

sous les régimes totalitaires, qui, en dépit des changements en Europe orientale, n'ont pas cessé d'exister, les individus opposés au gouvernement subissent un sort identique à celui que subissent ailleurs les minorités. La différence essentielle réside dans le fait que dans ces pays, c'est la majorité qui est asservie à une minorité armée au pouvoir. Il serait fort heureux que la Commission se décide à agir ou, tout du moins, à faire une déclaration sur cette situation, en rapport avec la question des minorités.

28. L'organisation représentée par l'orateur est préoccupée par les graves problèmes ethniques que connaissent l'ex-Yougoslavie et un certain nombre de républiques de l'ex-Union soviétique; elle s'inquiète de la résurgence du racisme. Enfin, l'orateur s'inquiète des persécutions dont sont victimes les Témoins de Jéhovah à Cuba, du nombre disproportionné de détenus métis et noirs dans les prisons cubaines, de l'absence troublante de Métis et de Noirs aux postes à responsabilités, ainsi que du cas de Paula Valiente, une Cubaine qui a été passée à tabac en présence d'évêques durant une messe.

29. M. TOTSUKA (International Educational Development) se félicite du fait que la Commission envisage depuis plusieurs années d'élaborer une déclaration sur les droits des minorités et d'établir un rapport sur les tentatives faites par les Etats pour résoudre de manière pacifique et constructive les problèmes impliquant les minorités.

30. Certains des problèmes que doit résoudre la Commission sont illustrés par la situation à Sri Lanka, où, malgré les assurances selon lesquelles les revendications légitimes des divers groupes seraient résolues par une politique laïque et par un meilleur respect des droits de l'homme, le conflit armé qui oppose les forces gouvernementales à majorité cinghalaise et le peuple tamoul qui vit au nord et à l'est de l'île a déjà causé de lourdes pertes en vies humaines et d'indicibles souffrances. Depuis plusieurs décennies, l'incontestable réalité de la démocratie à Sri Lanka se résume au fait que la majorité cinghalaise a maintenu son régime d'oppression sur la minorité tamoul par diverses formes de discrimination administrative et culturelle.

31. La minorité tamoul vit depuis des siècles dans une région relativement bien délimitée au nord et à l'est de l'île. Il est un fait historique qu'avant l'arrivée des Britanniques en 1933, les Tamouls et les Cinghalais vivaient dans deux royaumes séparés. L'existence de deux nations différentes a été reconnue très récemment, d'abord en 1957 par le Pacte Bandaranaike-Chelvanayakan, puis par les Constitutions sri-lankaises de 1972 et 1979.

32. Le Gouvernement sri-lankais est opposé à une fusion politique et administrative des deux régions de l'est et du nord de l'île. Une mission du Groupe des droits de l'homme du Parlement du Royaume-Uni, en visite dans le pays, a trouvé des éléments indiquant que le gouvernement avait pour objectif de chasser de ces régions un nombre suffisant de Tamouls pour réduire leur majorité et installer des Cinghalais armés à leur place. Cet objectif a également été admis par un haut fonctionnaire cinghalais, qui a décrit un projet visant à déplacer un grand nombre de paysans cinghalais avides

de terres vers le delta du Maduru Oya, le bassin du Yan Oya et les rives du Malwathu Oya, dans le but de modifier l'équilibre démographique de ces régions et de rendre plus difficile le soutien aux rebelles.

33. Le refus persistant du Gouvernement sri-lankais de reconnaître l'existence de la patrie tamoul n'a fait que prolonger le conflit. L'organisation représentée par l'orateur espère que la Commission ne se laissera pas influencer par la mise en garde du représentant sri-lankais contre toute action visant à reconnaître la patrie tamoul et le droit des Tamouls à l'autodétermination, et qu'elle adoptera une attitude moins alarmiste concernant la nécessité de reconnaître leurs droits.

34. M. OZDEN (Centre Europe-Tiers Monde) déclare que la destruction de l'environnement et en particulier les déforestations massives mettent non seulement en péril la survie de l'humanité à long terme, mais aussi constituent une menace immédiate pour les populations autochtones et pour leur droit le plus fondamental : le droit à la vie. La communauté oudège de Sibérie est parvenue à faire échouer un projet visant à déboiser 300 000 hectares de forêt dont elle tire sa subsistance. En 1992 ses efforts, joints à une campagne lancée par Survivance internationale, ont abouti à une décision par laquelle la Cour suprême de Russie a annulé le contrat qui prévoyait l'exploitation de la forêt par une société sud-coréenne.

35. Malheureusement, tous les peuples autochtones ne réussissent pas toujours aussi bien dans leurs efforts pour protéger leur environnement. En Malaisie, les Penans ont tenté en vain d'empêcher la déforestation de leurs terres, d'où les Japonais ont à eux seuls extrait près de deux fois plus de mètres cubes de bois d'oeuvre en 1991 qu'en 1987. Le Gouvernement japonais a exprimé sa "profonde préoccupation" et l'Organisation internationale des bois tropicaux a promis d'instaurer un moratoire sur les importations de bois tropicaux en l'an 2000. Cette absence de sens des responsabilités et cette procrastination ne laissent aucun espoir aux peuples indigènes vivant dans les forêts. Le bois est importé à des fins qui ne justifient en aucune façon qu'on menace la survie même des populations autochtones touchées par la déforestation. L'orateur invite par conséquent le Gouvernement japonais à suivre l'exemple des gouvernements d'autres pays développés, qui ont pris des mesures draconiennes en vue d'une réduction immédiate des importations de bois tropicaux.

36. Aux Philippines, le mont sacré Apo, qui se situe dans un parc national et qui abrite environ 100 000 Lumads (mot qui signifie littéralement "jailli de la terre"), est menacé par un projet géothermique élaboré par la compagnie pétrolière nationale. Des forages entrepris dans le cadre de ce projet avaient été interrompus en 1988. Ils avaient entraîné la pollution des cours d'eau qui assuraient l'irrigation des exploitations agricoles et leur alimentation en eau potable, et des enfants avaient été atteints de maladies de peau. La construction de routes facilitera l'accès de colons à des lieux considérés comme sacrés par leurs habitants. La compagnie pétrolière tente de jouer sur les divisions au sein de la population pour arriver à ses fins et il y a des raisons de craindre le renouvellement des tragédies qui ont accompagné le projet du barrage de Chico, sous la dictature de Marcos.

37. Depuis 1988, la Constitution brésilienne exige du gouvernement qu'il délimite et enregistre toutes les terres appartenant aux peuples autochtones. Le processus d'enregistrement devrait être achevé à la fin de l'année 1993, mais les deux tiers des territoires autochtones ne sont pas encore pleinement reconnus légalement. Le gouvernement explique ce retard par des difficultés financières, ce à quoi les organisations représentatives des peuples autochtones rétorquent que la délimitation des territoires découlait d'une décision politique qui devait être appliquée coûte que coûte. Elles exigent également que le Brésil définisse une politique qui réponde aux besoins de ses populations autochtones, et qu'il soit mis fin à l'invasion de leurs terres et à l'impunité dont jouissent les personnes responsables des violences dont sont victimes ces populations.

38. Mme NUÑUZ DE ESCORCIA (Commission de défense des droits de l'homme en Amérique centrale) déclare que la richesse et la diversité des peuples et communautés autochtones d'Amérique latine font de ces populations à la fois les gardiens de la connaissance et des traditions qui ont enrichi le patrimoine de l'humanité et les exemples de la forme la plus profonde de solidarité. Avec plus de 50 groupes ethniques et peuples, l'Amérique centrale est la région des Amériques qui compte la population autochtone la plus importante. Pourtant, les populations autochtones sont soumises à des formes de domination qui les maintiennent à l'écart des prises de décisions et qui les empêchent de participer activement au développement national. Seules les constitutions du Nicaragua, du Panama et du Guatemala renferment des dispositions les concernant et concernant leurs droits; la Constitution du Honduras se contente d'exiger de l'Etat qu'il préserve et favorise les cultures autochtones. Au Costa Rica, un régime spécial assurant la protection des communautés autochtones établies dans les réserves a été mis en place hors du cadre constitutionnel, mais cette protection n'a pas été suffisante pour empêcher la marginalisation de ces populations. Seules les populations autochtones du Panama et les populations autochtones et noires du Nicaragua ont obtenu le droit à l'autonomie, mais, dans un cas comme dans l'autre, leur statut et leurs droits sont violés par les organes de l'Etat ou subissent les effets de la crise politique et sociale et du recul de la démocratie.

39. Il est inquiétant de constater que les Etats d'Amérique centrale n'ont pas tous ratifié la Convention No 169 de l'OIT et que les gouvernements de la région ont, à des degrés plus ou moins importants, mis en place des mesures et des pratiques qui violent les droits des peuples autochtones et qui ont pour conséquences leur expropriation, l'instauration forcée de la propriété privée et leur exclusion permanente des formes multiples de développement national.

40. L'intervenante souhaite attirer particulièrement l'attention sur la situation au Guatemala, dont près de 70 % de la population est constituée d'autochtones. La politique contre-insurrectionnelle pratiquée par l'armée guatémaltèque a entraîné une série de massacres, d'exécutions extrajudiciaires et de disparitions massives, dont les preuves abondent. La répression militaire a entraîné le déplacement de populations entières à l'intérieur de leur propre pays. Ces populations ont même dû renoncer à leurs costumes traditionnels - c'est-à-dire à leur culture - pour cacher leurs origines.

La population autochtone ne peut pas participer aux prises de décisions, et les programmes d'enseignement ne prévoient pas d'enseignement bilingue généralisé en espagnol et dans l'une des 22 langues ou l'un des 170 dialectes autochtones.

41. Cette situation est résumée dans la lettre pastorale conjointe des évêques guatémaltèques citée par l'expert indépendant, M. Christian Tomuschat, au paragraphe 197 de son rapport (E/CN.4/1993/10), qui conclut : "[les autochtones] sont ceux qui souffrent le plus de la paupérisation, de l'abandon, de la misère et de la mort. Paradoxalement, ce sont ceux qui sont le plus injustement contraints de travailler pour enrichir ceux qui contrôlent les moyens de production au Guatemala".

42. L'intervenante mentionne les cas de certaines des victimes de l'oppression au Guatemala et en particulier les cas de Esteban Tojín, enlevé et assassiné, de María Tojín et de son bébé, disparus aux mains des forces armées, d'Amílcar Méndez, dirigeant du Conseil des communautés ethniques Ranujel Junam, et de Rosalina Tuyuc, présidente de la Commission nationale des veuves guatémaltèques. L'organisation représentée par l'intervenante tient le gouvernement et l'armée guatémaltèques pour responsables de toute agression dont pourraient avoir été victimes ces deux dernières personnalités.

43. La Commission doit reconnaître la gravité de la situation des droits de l'homme au Guatemala telle que décrite dans le rapport de l'expert indépendant, et examiner cette situation au titre du point 12 de son ordre du jour. La meilleure façon de célébrer l'Année internationale des populations autochtones serait de nommer une délégation chargée d'enquêter sur place sur les violations flagrantes des droits du peuple maya; il est également à espérer que M. Tomuschat sera désigné rapporteur spécial, afin de pouvoir accorder une plus grande attention aux problèmes de la population autochtone du Guatemala.

44. Enfin, l'intervenante invite les Etats qui ne l'ont pas encore fait à signer et à ratifier la Convention No 169 de l'OIT et à souscrire à la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques.

45. Mme BLOCH (Minority Rights Group) se félicite de l'adoption de la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques, qui survient à point nommé si on en juge d'après la désintégration des structures des régimes de l'ex-URSS et d'Europe orientale, qui a entraîné une résurgence des nationalismes à caractère ethnique dont on peut voir les conséquences dans l'ex-Yougoslavie. La tendance politique actuelle est de reconnaître les liens qui existent entre les droits de l'homme, la paix et la stabilité. Il est récemment apparu de façon évidente que la protection des minorités constituait un élément crucial dans le règlement des conflits et le rétablissement de la paix, mais le fait que les droits des minorités doivent être pleinement garantis dans chaque Etat n'est pas encore complètement admis; trop souvent, on attend que la violence se déchaîne pour prêter attention aux droits des minorités. La principale philosophie politique de ces deux derniers siècles a été celle de l'Etat-nation, qui voit les minorités comme une menace et dont les résultats sont aujourd'hui visibles dans l'ex-Yougoslavie.

46. La Déclaration constitue une étape importante dans la promotion de la philosophie qui considère les Etats comme des sociétés pluralistes, même si les droits des minorités sont encore mal compris et si beaucoup reste encore à faire pour favoriser la perception du lien qui existe entre les relations intercommunautaires et les droits des minorités. Il faut accorder une plus grande attention à la structure complexe des minorités et aux divers besoins de leurs membres.

47. Dans son deuxième rapport intérimaire consacré aux moyens possibles de faciliter la solution par des voies pacifiques et constructives de problèmes dans lesquels des minorités sont impliquées (E/CN.4/Sub.2/1992/37), M. Eide a montré la nécessité de recourir à des approches différentes adaptées à chaque situation. Il est à espérer que le rapport définitif de M. Eide servira de fondement à l'édification de modèles de conduite adaptés à la diversité des situations.

48. Les trois principaux objectifs du Minority Rights Group consistent à corriger, prévenir et éduquer; ils visent notamment à assurer un traitement équitable aux groupes victimes de discrimination. Cette organisation a, à maintes reprises, attiré l'attention de la communauté internationale sur la situation des minorités. Soucieuse de faire avancer le débat sur les concepts liés aux minorités et sur les moyens concrets de mettre en oeuvre les politiques destinées aux minorités, elle a mis au point un programme spécial fondé sur la Déclaration. Elle s'attachera à promouvoir la Déclaration des droits des personnes appartenant à des minorités nationales ou ethniques, religieuses et linguistiques par des séminaires et des publications, afin de la faire mieux connaître, d'élaborer des moyens concrets pour en assurer la mise en oeuvre, de contribuer à redéfinir la diplomatie préventive, le maintien et le rétablissement de la paix, de donner aux minorités la possibilité d'appeler l'attention de la communauté internationale sur leur situation, et de constituer un réseau permanent d'institutions et de partenaires susceptible de faire progresser la mise en oeuvre de la Déclaration.

49. En conclusion, le Minority Rights Group recommande à la Commission de maintenir la question des minorités à son ordre du jour en tant que point séparé au titre duquel tous les efforts de mise en oeuvre de la Déclaration devront être signalés et de nouveaux mécanismes de mise en oeuvre examinés. Le programme de services consultatifs et d'assistance technique devrait élaborer un programme spécial destiné à promouvoir la Déclaration; un groupe de travail ouvert aux représentants des minorités devrait être créé pour assurer aux minorités une tribune où elles puissent exprimer leurs préoccupations. Le dialogue entre les gouvernements et les minorités devrait être encouragé et la Commission devrait désigner un Rapporteur spécial qui intervienne dès le début pour faciliter le dialogue, favoriser la confiance et encourager la médiation.

50. M. Ennaceur (Tunisie) reprend la présidence.

51. Le PRESIDENT invite les délégations qui le souhaitent à répondre, conformément à l'article 45 du règlement intérieur de la Commission, aux déclarations faites au titre du point 20 de l'ordre du jour.

52. M. YOUSIF (Soudan) se réfère aux déclarations faites durant la séance précédente par le Conseil consultatif anglican, l'Organisation mondiale contre la torture, le Mouvement international de la réconciliation et l'Association internationale pour la défense de la liberté religieuse, organisations dont la campagne orchestrée contre les pays islamiques en général et contre le Soudan en particulier montre qu'elles encouragent l'intolérance religieuse par des prises de positions extrémistes et discriminatoires. Le Soudan rejette de façon catégorique les affirmations exagérées de ces organisations. Ses propres sources indiquent que ces organisations coopèrent étroitement avec la prétendue Armée populaire de libération du Soudan, basée dans le sud du pays. Elles sont conscientes du fait que l'Armée populaire de libération est en pleine décomposition et qu'elle n'est plus en mesure de mener ses campagnes d'assassinats et de pillage. Elles ont omis d'informer la Commission des atrocités commises par leur allié, le chef rebelle John Garang, qui, entre autres crimes particulièrement odieux, a enlevé plus de 50 000 enfants pour les enrôler dans son armée rouge. En réponse aux allégations de purification ethnique et de viols, la délégation soudanaise tient à souligner le fait que le viol est un crime abject, étranger à la culture et aux comportements soudanais et passible de la peine de mort au Soudan. Les ONG et plus particulièrement celles qui honnissent l'islam ne devraient pas être autorisées à abuser de leur statut consultatif pour proférer des allégations injustifiées et absurdes.

53. Il a également été affirmé que seules les ONG islamiques étaient autorisées à travailler dans les zones touchées par les troubles. En réalité, sur les 50 ONG autorisées à travailler parmi les personnes déplacées au Soudan, seules quelques-unes sont islamiques et leur travail est de la plus grande efficacité.

54. Le Gouvernement soudanais n'impose pas la loi islamique aux non-musulmans; il ne vise pas particulièrement les non-musulmans dans la guerre qui se déroule dans le sud du pays. L'armée ne demande pas aux rebelles qui pilonnent les villes et tuent des civils de quelle religion ils se réclament. Au lieu de proférer des mensonges, les organisations mentionnées plus haut feraient mieux de conseiller à leur ami, M. Garang, de ne pas assiéger les habitants de Juba, chrétiens dans leur majorité.

55. Qu'elle soit le fait de certains pays ou de certaines ONG, la campagne de calomnie menée contre le Soudan témoigne d'un mépris complet de la vérité et cherche à satisfaire des objectifs politiques sans se préoccuper de moralité. Il n'est pas dans l'intérêt de la promotion des droits de l'homme de prêter l'oreille à de telles allégations mensongères et fabriquées de toute pièce, auxquelles le Soudan a déjà répondu devant l'Organisation des Nations Unies et les ONG respectables.

56. M. HUSSAIN (Pakistan) note que le représentant de l'Association internationale pour la défense de la liberté religieuse a remercié son gouvernement des efforts qu'il fait pour préserver la liberté religieuse, conformément à l'attitude adoptée par le Pakistan et par son père fondateur. Il souhaite néanmoins éclaircir certains points. En premier lieu, les lois antiblasphématoires au Pakistan s'appliquent de façon identique et uniforme

pour protéger l'ensemble des religions révélées et leurs prophètes. Elles ne sont pas discriminatoires à l'égard des chrétiens. Ainsi, il y a seulement une semaine, un musulman a été poursuivi pour avoir blasphémé contre Jésus-Christ. En second lieu, la nationalisation des établissements d'enseignement n'est pas non plus dirigée contre une communauté particulière; elle s'applique à la fois aux musulmans et aux chrétiens. En troisième lieu, le meurtre d'un chrétien, qui est un cas isolé, a été commis par un forcené; l'Etat n'a pas fermé les yeux sur cet acte et le suspect a été traduit en justice. Etablir un lien entre ce cas isolé et l'Etat ou le Gouvernement pakistanais équivaut à imputer les actes racistes récemment commis contre des travailleurs étrangers dans certains pays occidentaux aux gouvernements de ces pays. Enfin, conformément à ses traditions de tolérance et d'hospitalité, le Pakistan a toujours réservé bon accueil à tous les individus, quelles que soient leur religion, leur caste, leur croyance ou leur race. Ainsi, récemment, des hindous et des sikhs qui fuyaient les combats en Afghanistan ont été accueillis sur le territoire pakistanais. L'attitude du Pakistan dans ce domaine pourrait être confirmée par l'Association internationale pour la défense de la liberté religieuse.

57. M. CHANDRA (Inde) déclare qu'une ONG ainsi que le représentant du Pakistan se sont livrés à une diatribe au sujet de la situation des minorités d'Inde, diatribe d'autant plus malvenue que les récents incidents violents sont l'exception et non la règle, que l'éthique, la Constitution et les institutions indiennes garantissent pleinement les droits des minorités, que le propre bilan du Pakistan dans ce domaine est déplorable, et que les initiatives et déclarations du Pakistan ne font que jeter de l'huile sur le feu des passions communautaires.

58. La Constitution indienne protège les citoyens de toute forme de discrimination, qu'elle soit fondée sur la religion, la race, la caste, le sexe ou le lieu de naissance. Il en va de même pour ce qui est de l'emploi en général et des nominations dans la fonction publique en particulier. La liberté d'opinion et de religion est aussi garantie. Les droits des minorités, garantis par la Constitution, sont également protégés par les institutions indiennes et plus particulièrement par le Parlement, par un pouvoir judiciaire indépendant et par une presse libre. Le plus important reste cependant la pratique. L'Inde abrite une quantité de groupes linguistiques et religieux différents. Elle compte plus de 100 millions de musulmans et des dizaines de millions de membres d'autres minorités religieuses. Les minorités sont associées à tous les domaines de la vie publique. Trois présidents de la République sur neuf étaient issus de minorités, de même que quatre des quinze ministres du gouvernement actuel. La Constitution pakistanaise, au contraire, interdit à toute personne issue d'une minorité l'accès aux fonctions de chef de l'Etat et de chef du gouvernement, qui exigent un serment d'allégeance au maintien exclusif de l'idéologie de l'Etat fondée sur une religion unique.

59. Les récentes émeutes qui ont éclaté dans certaines régions de l'Inde sont le produit de tensions intercommunautaires, exacerbées par un discours enflammé et par des initiatives venues de l'étranger et exploitées pour leur propre compte par des éléments antisociaux. Le Gouvernement indien déplore ce qui s'est passé, mais estime qu'il serait faux d'affirmer qu'une communauté particulière était visée. Non seulement des enquêtes judiciaires approfondies ont été ordonnées, mais des mesures de secours et de réinsertion ont été

rapidement prises; leur coût s'élevait déjà à plus de 10 millions de dollars au 1er janvier 1993. Les allégations faisant état d'une complicité du gouvernement fédéral dans la destruction du Babri Masjid ne sont qu'une grossière déformation de la réalité. En vertu de la Constitution, le maintien de l'ordre relève des collectivités locales, mais le Gouvernement indien a pris des mesures rapides à la suite de cette destruction; ces mesures consistaient notamment à répertorier les cas et à arrêter les coupables, à dissoudre les gouvernements de certains Etats, à interdire les organisations de type communautaire, à ordonner une enquête judiciaire et à décider la construction d'une mosquée et d'un temple.

60. Par opposition avec les efforts déployés par l'Inde pour apaiser la situation, le Pakistan a attisé les tensions intercommunautaires sur son propre territoire en faisant fi de ses propres minorités et en sachant parfaitement que cela exacerberait les tensions de l'autre côté de la frontière. En quelques jours, le Pakistan a détruit plus de 245 temples, ainsi que des gurudwaras (temples sikhs) et des églises. Le Premier Ministre pakistanais lui-même aurait parlé de "prendre une revanche" contre les Hindous et on sait que des ministres pakistanais ont eux-mêmes dirigé des attaques contre des lieux de culte hindous. Les minorités ont été réduites au silence et, après des décennies de persécutions, craignent l'institution d'un système d'apartheid fondé sur la religion. Avec un tel passif, il est incompréhensible que le Pakistan puisse se permettre de critiquer l'Inde.

61. M. NASIER (Indonésie) déclare qu'il a écouté avec intérêt la déclaration du Ministre de la justice angolais, qui a fait référence à la prétendue question du Timor oriental. Comme tous les pays en développement, l'Indonésie a vécu l'expérience du colonialisme et porte aujourd'hui le poids du sous-développement associé à cette forme de régime. Elle est particulièrement sensible à la tragédie que vit la nation angolaise, confrontée à tous ces problèmes et plongée dans les difficultés depuis son accession à l'indépendance en 1976, une situation imputable non pas tant à elle-même qu'à son ancien dominateur. L'Indonésie est très préoccupée par la poursuite des violations des droits de l'homme en Angola, où des dizaines de milliers de personnes ont été tuées et où bien d'autres encore continuent de souffrir du terrible conflit. Tout ceci est dû en premier lieu à un processus de décolonisation bâclé de bout en bout. L'Indonésie souhaite néanmoins attirer l'attention du Ministre angolais de la justice sur un point : c'est précisément pour se libérer de ce terrible héritage colonial que les habitants du Timor oriental ont choisi d'accéder à l'indépendance par la voie d'une intégration au sein de l'Indonésie. Au lieu de devoir parcourir un chemin encore bien long avant de rattraper le temps perdu, les habitants du Timor oriental jouissent aujourd'hui d'une vie plus paisible, plus sûre et plus prospère que jamais auparavant.

62. Mme SILVERA NUÑEZ (Cuba) déclare que le représentant de l'International Immigrants Foundation a fait preuve d'ignorance et d'un manque d'à-propos lorsqu'il a affirmé que des progrès avaient été réalisés vers l'éradication de l'apartheid, affirmation contredite par les informations dont la Commission est actuellement saisie. Ce représentant a révélé sa profonde myopie politique; mais bien plus encore : en parlant de Cuba, il a fait montre d'une mentalité raciste en cherchant à établir dans la société cubaine - qui constitue un tout homogène - des divisions fondées sur la couleur

et l'origine ethnique. De toute évidence, il aurait voulu voir à Cuba la ségrégation raciale qui existait avant le triomphe de la révolution de 1959, lorsque les Noirs étaient interdits d'accès à certains lieux et établissements exclusivement réservés à l'élite blanche. A cet égard, il est utile de rappeler ce que la révolution a apporté au développement national à tous les niveaux, ainsi que les paroles de José Marti qui avait affirmé que plus que Blancs, Noirs ou Mulâtres, les habitants de Cuba étaient avant tout Cubains.

63. M. HUSSAIN (Pakistan) déclare que les remarques du représentant de l'Inde sont en totale contradiction avec la purification ethnique à laquelle l'Inde se livre depuis une décennie, et en particulier avec la destruction de temples et de mosquées et avec l'assassinat de milliers de musulmans. En réponse aux observations concernant son propre pays, l'orateur souhaite souligner deux points. En premier lieu, le Pakistan a demandé à un célèbre architecte indien de New Delhi de réparer les temples endommagés. L'Inde tiendra-t-elle à son tour sa promesse de reconstruire le Babri Masjid ? En second lieu, le représentant de l'Inde peut-il nier l'information parue dans le magazine Time du 15 février 1993, selon laquelle les musulmans d'Inde sont encore plus mal lotis que les intouchables hindous, ou cette autre information parue dans le New York Times du 4 février 1993, selon laquelle des pogroms de type nazi ont été organisés dans le cadre de la purification ethnique des musulmans de Bombay ?

64. M. CHANDRA (Inde) déclare que la tirade du Pakistan concernant la situation des minorités en Inde est totalement injustifiée. La laïcité, les traditions, la Constitution et les institutions de l'Inde garantissent, depuis des décennies, la protection des droits des minorités et leur participation active à la vie de la nation. Les récents incidents violents sont une aberration; ils ont été condamnés de la façon la plus vigoureuse, non seulement par les dirigeants, mais aussi par la grande majorité des Indiens. Des mesures sont en cours pour traduire les coupables en justice, secourir les sinistrés et restaurer pleinement l'amitié et l'harmonie. Contrairement à la tolérance positive de l'Inde, le Pakistan opprime purement et simplement les minorités, comme le montre le fait que la population hindoue du Pakistan n'est plus que le dixième de ce qu'elle était en 1947. La complicité, voire le soutien actif, du Gouvernement pakistanais dans la destruction des lieux de culte appartenant aux minorités est amplement prouvé par les faits. Le 8 décembre 1992, un prêtre de paroisse de Karachi n'a pu obtenir le secours des autorités alors qu'il avait fait l'objet d'attaques dans son église. D'autre part, la nouvelle mesure qui consiste à spécifier la confession religieuse sur les cartes d'identité équivaut à un véritable apartheid religieux. Le Pakistan devrait balayer devant sa propre porte au lieu de proférer des allégations contre l'Inde. Il se sert de la Commission pour débattre des relations indo-pakistantaises, ce qui a pour résultat d'empêcher celle-ci de travailler.

65. Le PRESIDENT invite la Commission à examiner le point 25 de l'ordre du jour.

66. M. RODRIGUEZ (Costa Rica) déclare que les pays d'Amérique latine et des Caraïbes, au nom desquels il s'exprime, apportent un soutien sans réserve à l'initiative visant à organiser une deuxième Conférence mondiale sur les droits de l'homme, initiative qui devrait devenir réalité dans quelques mois.

La Conférence mondiale sur les droits de l'homme offre une occasion de prendre la mesure des événements qui ont marqué ces 25 dernières années et de proposer de nouveaux moyens de résoudre les questions liées à la protection et à la promotion des droits de l'homme au XXI^e siècle. Il s'agit là d'une tâche vitale, car la fin de la guerre froide et la chute des régimes autoritaires et dictatoriaux ont fait surgir des problèmes nouveaux, principalement caractérisés par des manifestations inquiétantes d'intolérance, de racisme et de xénophobie, mais aussi par un dogmatisme religieux et une haine interethnique qu'on croyait disparus.

67. La Conférence mondiale sur les droits de l'homme doit être entièrement guidée par la résolution 45/155 de l'Assemblée générale, qui en a déterminé les objectifs et l'ordre du jour de façon pragmatique, en insistant sur la réalisation de progrès réels et tangibles en vue d'améliorer les droits de l'homme de l'ensemble des habitants de la planète et de donner à ces droits un caractère véritablement universel. Des mécanismes adaptés doivent être trouvés pour promouvoir et protéger les droits de l'homme des groupes qui font le plus souvent l'objet de discrimination, à savoir les femmes, les enfants, les migrants, les réfugiés et les minorités raciales, religieuses, linguistiques et sexuelles. Les réfugiés et les migrants exigent une attention particulière, car ils constitueront les groupes à la fois les plus nombreux et les plus désavantagés au cours de ces prochaines années; il faut accorder à cet égard la priorité aux femmes migrantes et réfugiées. Les organes compétents du système des Nations Unies, et en particulier le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés et l'Organisation internationale pour les migrations, doivent être représentés à Vienne, afin de s'associer aux efforts pour déterminer quels sont les mécanismes permettant de venir en aide à ces groupes vulnérables.

68. Les enfants constituent un autre groupe vulnérable qui mérite de retenir l'attention. La Convention relative aux droits de l'enfant est un instrument très important, mais elle n'est pas en vigueur depuis suffisamment longtemps pour avoir des effets sur les diverses formes d'exploitation des enfants dans le monde entier. La Convention de 1949 pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui doit être révisée d'urgence pour que prenne fin l'odieux spectacle de la prostitution des enfants. D'autre part, en ce qui concerne le travail des enfants et leur utilisation dans les conflits armés, l'Organisation internationale du Travail et le Comité international de la Croix-Rouge doivent impérativement coopérer avec le Centre pour les droits de l'homme dans la recherche de moyens de prévention de l'exploitation qui existe encore dans de nombreux pays.

69. La délégation costa-ricienne est convaincue que les droits de l'homme doivent être considérés comme indivisibles, inaliénables et interdépendants, et qu'aucun droit ne doit être mis en oeuvre sans tenir compte des autres. Les droits économiques, sociaux et culturels sont aussi importants que les droits civils et politiques. Le rapport entre la qualité de l'environnement et les droits de l'homme est d'une importance vitale pour l'avenir et devra aussi faire l'objet de l'attention qu'il mérite lors de la Conférence mondiale. L'extrême pauvreté, le trafic de stupéfiants et l'insécurité provoquée par le terrorisme sont des questions qui méritent aussi examen. A cet égard, il faut déplorer le manque d'intérêt dont font preuve les pays développés vis-à-vis des problèmes des pays en développement. Ces derniers sont vivement préoccupés

par les conséquences que cette attitude pourrait avoir pour la cause des droits de l'homme. Il est évident qu'ils sont eux-mêmes responsables en dernier ressort de la protection et de la promotion des droits de l'homme, mais ils estiment que les pays développés ont leur part de responsabilité et qu'ils ont un rôle important à jouer.

70. La Conférence doit, par ailleurs, contribuer à renforcer le dispositif de mise en oeuvre des droits de l'homme. Malheureusement, au cours des dernières années, de nombreux Etats ont fait du dispositif existant une fin en soi, estimant que la présentation des rapports exigés suffisait à remplir leurs obligations concernant la mise en oeuvre et la promotion des droits de l'homme. Des moyens nouveaux et originaux de promotion de ces droits doivent être trouvés. L'efficacité des procédures existantes doit être réévaluée et les différents organes du système des Nations Unies doivent coordonner leurs activités afin d'éviter les doubles emplois et de mieux se consacrer à la promotion des droits de l'homme et au contrôle de leur mise en oeuvre. La Conférence mondiale doit également étudier la possibilité de créer un bureau du HCR pour les droits de l'homme, une idée ancienne qui n'a pas pu aboutir durant les décennies précédentes en raison des antagonismes géopolitiques et idéologiques qui divisaient la communauté internationale, mais qui a été reprise à l'occasion de la réunion régionale préparatoire à la Conférence mondiale sur les droits de l'homme qui s'est tenue à San José.

71. La réunion régionale de San José, que le Costa Rica a eu le grand honneur d'accueillir et à laquelle pratiquement tous les pays d'Amérique latine et des Caraïbes étaient représentés, s'est révélée être une expérience très importante et enrichissante qui a abouti à un accord sur les problèmes des droits de l'homme au niveau régional, particulièrement en ce qui concerne les groupes de population les plus vulnérables. La Déclaration de San José souligne également la nécessité de développer le Centre pour les droits de l'homme et invite l'Organisation des Nations Unies à mettre à la disposition du Centre les ressources nécessaires à son bon fonctionnement. La réunion de Tunis a également produit d'importants documents et il est à espérer que la réunion régionale pour l'Asie sera, elle aussi, bientôt en mesure de contribuer aux travaux de la Conférence mondiale.

72. M. HALINEN (Finlande), s'exprimant au nom des pays nordiques, déclare qu'on attend beaucoup de la quatrième et dernière session du Comité préparatoire, session au cours de laquelle les pays nordiques présenteront leurs vues sur des questions de fond. Une volonté politique et une compréhension mutuelle seront nécessaires pour jeter les bases d'un résultat positif. L'adoption de l'ordre du jour de la Conférence mondiale par consensus et dans un esprit de compromis représente une étape importante, et le Comité préparatoire doit désormais se concentrer sans tarder sur le document final. A cet égard, il serait bon que le Centre pour les droits de l'homme apporte sa contribution.

73. Les diverses réunions régionales et interrégionales ont contribué de manière encourageante aux travaux préparatoires, et l'importante participation des ONG à ces réunions a été des plus précieuses. A cet égard, le fait qu'aucune réunion régionale au niveau européen n'a eu lieu signifie que la question de la participation à la Conférence des ONG d'Europe non dotées du statut consultatif reste à élucider.

74. Les nombreuses réunions qui se sont déroulées en marge ont alimenté les travaux préparatoires de propositions et de recommandations précieuses. Ainsi, le Conseil de l'Europe a organisé une réunion internationale à Strasbourg, en janvier 1993; cette réunion a permis de recenser les problèmes et les menaces auxquels les droits de l'homme étaient confrontés en cette fin de XXe siècle et de tracer les grandes lignes de l'action à venir. Il convient également de mentionner le neuvième Séminaire des pays nordiques sur les droits de l'homme, qui s'est tenu à Lund (Suède) en janvier 1993; ce séminaire a été le prolongement du séminaire organisé en Islande en juin 1991. Le rapport du séminaire sera mis à la disposition du Comité préparatoire. Les participants aux réunions de Strasbourg et de Lund ont montré qu'ils étaient fermement déterminés à renforcer l'activité de l'ONU dans le domaine des droits de l'homme ainsi que les normes de mise en oeuvre des droits de l'homme. Il faut espérer que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme fera des recommandations sur la manière de faire des droits de l'homme une priorité bien définie au sein du système des Nations Unies.

75. Une bonne partie des discussions de Lund a été consacrée aux liens qui unissent droits de l'homme, démocratie et développement. Il a été souligné qu'une majorité d'Etats ont déclaré, peut-être pour la première fois dans l'histoire, qu'ils étaient favorables à un régime fondé sur la démocratie et sur l'état de droit. A cet égard, les pays nordiques se félicitent des affirmations contenues dans les Déclarations de Tunis et de San José. La chute des barrières idéologiques et la transformation des régimes autoritaires en régimes démocratiques ont suscité de nouvelles possibilités de consensus en matière de droits de l'homme. Les pays nordiques s'attendent que la Conférence mondiale sur les droits de l'homme fera progresser le débat sur cet important sujet.

76. Les autres questions importantes qui ont été abordées lors du séminaire de Lund ont trait aux droits des différents groupes, aux conflits ethniques, à l'adhésion universelle aux instruments relatifs aux droits de l'homme, à l'amélioration et au renforcement des mécanismes de mise en oeuvre, au rôle des ONG et à l'application des droits de l'homme à l'échelle du système des Nations Unies. Le rôle de la coopération dans le domaine du développement sera examiné ultérieurement, lors d'une réunion qui aura lieu à Stockholm en février 1993.

77. Les pays nordiques voient la Conférence comme une occasion sérieuse pour la communauté internationale de réaffirmer le caractère universel des droits de l'homme et de poursuivre un dialogue constructif sur les moyens d'améliorer la mise en oeuvre de ces droits et de contribuer ainsi à promouvoir le progrès démocratique et le développement. Durant la Conférence, les gouvernements devront réaffirmer leur responsabilité dans la mise en oeuvre des droits de l'homme. Le document final devra faire état de préoccupations telles que le sort des groupes les plus vulnérables, et en particulier des femmes, des enfants, des peuples autochtones, des personnes déplacées par des conflits et des victimes de persécutions. L'éradication de violations graves telles que la torture, les exécutions sommaires et les disparitions devra aussi occuper une place importante.

78. Les pays nordiques continuent d'oeuvrer pour que la Conférence mondiale soit un succès. Ils ont l'intention de participer activement aux travaux préparatoires et à la Conférence elle-même; ils sont déterminés à poursuivre leur effort pour permettre à la Conférence de parvenir à des résultats concrets et de faire avancer la cause des droits de l'homme dans le monde entier.

79. M. KOSSENKO (Fédération de Russie) déclare que, compte tenu des difficultés rencontrées dans le cadre du processus préparatoire, il convient d'entamer sans délai un travail informel de rédaction destiné à tracer les grandes lignes qui seront reprises dans le ou les principaux documents finals qui, au lieu de se contenter de réitérer des déclarations générales, devraient préconiser des mesures concrètes, afin que les conclusions, recommandations et décisions de la Conférence mondiale servent de fondement à un consensus mondial sur les principales questions touchant aux droits de l'homme et contribuent ainsi de façon concrète, et non par de simples discours, à la mise en oeuvre universelle des normes et règles internationales. A cette fin, la Conférence pourrait proclamer une Décennie internationale des droits de l'homme et adopter un plan d'action concret couvrant la même période dans le domaine des droits de l'homme. La Conférence mondiale pourrait être guidée notamment par la déclaration de règles humanitaires minima et par le projet de déclaration universelle sur les droits des peuples autochtones, actuellement en cours d'examen devant la Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, ainsi que par le projet de charte des valeurs morales de l'humanité établi par l'Union internationale humaniste et laïque.

80. L'ordre du jour provisoire de la Conférence mondiale, adopté par l'Assemblée générale en décembre 1992, offre un cadre excellent pour des discussions concrètes et détaillées sur les moyens de rendre plus efficaces les mécanismes internationaux de protection et de promotion des droits de l'homme. L'examen des progrès accomplis depuis l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme devra porter plus particulièrement sur les 25 dernières années, compte tenu des bouleversements intervenus dans le monde au cours de cette période et en particulier de l'accélération du processus de transition vers la démocratie enregistré au cours des 4 ou 5 dernières années. A cet égard, une relation particulière doit être accordée aux liens - et notamment aux liens de complémentarité - qui existent entre les mécanismes internationaux et régionaux de protection des droits de l'homme, en tenant compte des conclusions des réunions préparatoires régionales de Tunis, San José et Bangkok, ainsi que du libre échange de vues qui a eu lieu à Strasbourg entre les Etats européens en janvier 1993.

81. Compte tenu du lien important qui existe entre la démocratie et le développement, les délégations doivent s'abstenir de tout débat théorique futile au sujet de la primauté de tel ou tel droit de l'homme sur tel autre. Une formule de compromis permettant de considérer ce problème pourrait consister à partir du principe que la combinaison des droits de l'homme et du développement orienté vers l'être humain constitue le concept de démocratie, et que le rapport entre ces deux notions est conditionné par la spécificité des facteurs historiques, nationaux, politiques et autres qui caractérisent le stade précis d'évolution atteint par chaque pays. Sous cet angle, il apparaît clairement que les antagonismes entre blocs, qui ont pendant si longtemps

et sans raison polarisé le monde entier selon des courants idéologiques, ne doivent aujourd'hui en aucun cas être remplacés par une nouvelle division géopolitique entre le Nord et le Sud, entre riches et pauvres. A ce titre, le concept moderne des droits de l'homme constitue le dénominateur commun, le solide fondement d'une perspective mondiale et le critère d'appartenance à un monde uni, à l'aube du XXI^e siècle. Bien avant la Conférence mondiale, la réflexion doit porter non seulement sur les moyens de faire de l'universalité des droits de l'homme une réalité dans les années à venir, mais aussi sur l'établissement, à côté des systèmes nationaux, d'un système international élargi et efficace qui permette de sensibiliser l'opinion publique aux droits de l'homme par l'enseignement, la diffusion de l'information, le dialogue et la coopération sur ces questions fondamentales.

82. L'efficacité des futurs efforts de l'Organisation des Nations Unies ne pourra être garantie que si l'Organisation consacre aux droits de l'homme des ressources humaines et financières beaucoup plus importantes, grâce à la suppression ou la restructuration des programmes inefficaces ou obsolètes dans d'autres domaines d'activité. Pourquoi ne pas faire preuve de réalisme et ne pas considérer les droits de l'homme comme un secteur productif, capable d'offrir à chaque Etat et à chaque être humain des avantages tangibles, moyennant une organisation adaptée ? La délégation russe estime qu'il est temps d'examiner les moyens, tant volontaires qu'obligatoires, d'opérer des prélèvements sur certaines ressources (par exemple sur les ressources des multinationales) afin de renforcer les institutions démocratiques et les fondements d'un Etat régi par l'état de droit dans les pays qui souhaitent obtenir une telle assistance de la part de la communauté internationale. La Conférence mondiale devrait adopter une position claire sur ce point. De même, la délégation russe est très favorable à l'idée d'organiser, dans le cadre de la Conférence mondiale, une réunion de travail des représentants des institutions nationales qui s'occupent des droits de l'homme.

83. En conclusion, l'orateur espère que tous les Etats Membres s'intéresseront de près au processus préparatoire, afin que la Conférence mondiale ne soit pas simplement une version élargie des sessions ordinaires des organes de l'ONU qui s'occupent des droits de l'homme, et dont les travaux sont fréquemment ralentis par la rhétorique et les polémiques, mais qu'elle marque un tournant dans le rapprochement et l'unification des efforts déployés par la communauté internationale pour réaliser les idéaux sacrés des droits de l'homme, de la liberté et de la dignité de la personne humaine.

84. M. WILLIS (Australie) déclare que son pays se félicite de la prochaine tenue de la Conférence mondiale sur les droits de l'homme, qui constitue une occasion de renouveler l'engagement de la communauté internationale en faveur des normes universellement acceptées relatives aux droits de l'homme telles qu'elles sont énoncées dans la Déclaration universelle, d'étudier des moyens plus efficaces de mettre en oeuvre les normes relatives aux droits de l'homme élaborées dans le système des traités internationaux et d'en contrôler l'application, de favoriser entre les pays et entre les groupes régionaux un dialogue constructif et dépourvu de tout antagonisme sur le respect des droits de l'homme, et de s'entendre sur des propositions concrètes visant à promouvoir, protéger et mettre en oeuvre les droits économiques, sociaux, culturels, civils et politiques fondamentaux. Des contributions utiles ont déjà été apportées au processus préparatoire lors des réunions régionales

pour l'Afrique et pour l'Amérique latine et les Caraïbes; l'Australie se réjouit de pouvoir jouer un rôle constructif dans le cadre de la réunion régionale pour l'Asie et lors de la quatrième session du Comité préparatoire, qui aura lieu au mois d'avril.

85. L'Australie, ainsi que certains autres pays qu'elle a consultés, attachent une importance particulière à sa proposition selon laquelle la Conférence mondiale inviterait chaque Etat à élaborer par écrit un plan d'action décrivant les mesures qu'il compte prendre pour mieux respecter les droits de l'homme. Les Etats pourraient informer la Commission de leurs plans. Chaque Etat déciderait alors s'il souhaite s'engager dans un plan d'action et, si tel est le cas, il serait seul responsable de ce plan. Sur la base de l'engagement commun au service des droits de l'homme et dans le but d'assurer la jouissance effective de tous les droits de l'homme, chaque Etat élaborerait son plan d'action en se fondant sur ses circonstances propres. Les plans d'action aideraient les Etats à recenser et à développer leurs activités de promotion des droits de l'homme et, partant, à renforcer le système de protection des droits de l'homme. Il convient de souligner que l'élaboration d'un plan d'action national n'imposerait aucune obligation aux Etats, mais pourrait être un moyen efficace d'améliorer la situation des droits de l'homme et constituerait par ailleurs une démonstration concrète de l'engagement des Etats au service des objectifs de la Conférence mondiale.

La séance est levée à 20 h 55.